

L'inflation scolaire : Les désillusions de la méritocratie.

Marie DURU-BELLAT

Les promesses déçues de "l'ascenseur social".

La démocratisation scolaire ne débouche pas mécaniquement sur davantage de mobilité sociale.

Trois facteurs permettent de comprendre ce décalage :

- Même si il y a eu démocratisation globale de l'accès à l'éducation, la logique de reproduction et de distinction sociale s'est maintenue. La baisse des inégalités sociales (en terme de plus haut niveau atteint), certes continue tout au long du siècle, apparaît très ténue. En outre, d'un point de vue "qualificatif" (en terme de choix de filières), les inégalités se maintiennent.
- Processus de déclassement des diplômés.
- Le niveau relatif d'éducation reste important pour l'insertion, ce qui pénalise les jeunes de milieux sociaux défavorisés.

En conclusion, l'ascension sociale ne dépend pas uniquement de l'école, mais aussi des opportunités qui se présentent sur le marché du travail. Il faudrait renforcer la méritocratie non seulement à l'école mais aussi dans la vie professionnelle.

Mérite et justice sociale

Les inégalités de réussite sont très précoces, doublées par des inégalités de choix (d'établissement, d'options, d'orientation), et renforcées par l'école elle-même (ses contenus, ses jugements sociaux...). Demandons-nous alors dans quelle mesure la réussite scolaire et les diplômes qui la sanctionnent reflètent les mérites des élèves. Le mérite scolaire ne peut pas être considéré comme juste. L'importance attribuée au mérite dans le monde scolaire ne se justifie que par rapport à la fonction sélective de l'école. Une "fiction nécessaire" selon F. Dubet.

Quelle importance donner aux diplômes pour évaluer le mérite professionnel ? Théorie du capital humain (accent sur les compétences intrinsèques des diplômés) *versus* théorie du filtre (l'école classe les individus).

Pour les tenants de la théorie du capital humain, la valeur des diplômes s'ajuste à la demande de compétences sur le marché du travail. Pour ceux de la théorie du filtre, l'évolution de la valeur des diplômes va dépendre du nombre de diplômés présents sur le marché. On s'attend alors à ce que la multiplication du nombre de diplômés entraîne un déclassement de leur valeur "absolue".

Plus d'éducation, pour quoi ?

Selon les économistes, "l'effet de l'éducation sur la croissance ne résulte pas d'une règle universelle mais dépend fortement des conditions économiques et institutionnelles propres à chaque pays et à chaque période".

Quantitativement, les emplois appelés à se développer le plus ne sont pas forcément des emplois très exigeants en diplômes, mais plutôt en compétences professionnelles, notamment sociales et relationnelles.

MDB remet en question les prévisions de besoins de formation du MEN, car celles-ci sont déduites du profil des recrutements réalisés aujourd'hui. Or, il y a un écart certain entre les exigences des emplois et le niveau d'instruction des jeunes recrutés.

Quid des "effets sociaux" ? Les comparaisons internationales soulignent avant tout une relation entre certains indices de cohésion sociale et les inégalités d'accès à l'éducation. Ce ne serait pas le niveau d'éducation qui serait important, mais le fait que tous partagent un certain niveau. La situation française tendrait à exacerber les fractures entre les jeunes.

La méritocratie rigidifierait la société et ne le rendrait pas moins injuste. Effets pervers du poids croissant accordé aux titres scolaires sur le marché du travail : risque que l'obsession de la quantité de diplômes à acquérir ne fasse passer au second plan le souci de la qualité. Tous les apprentissages sont subordonnés à la pression de l'utile, avec l'ombre angoissante du marché du travail.

Bourdieu parlait de "génération désabusée", découvrant le décalage entre ses diplômés et ses débouchés. De plus, le manque d'attrait de la vie de travail compte parfois autant que les motivations intellectuelles pour la poursuite d'études supérieures : on est un peu étudiant par défaut.

Repenser l'entrée dans la vie

Neutraliser toute sélection au stade d'une formation commune à tous les jeunes. Première phase où la logique du mérite et de la sélection n'a pas sa place, où l'égalité de résultat doit prévaloir. Ceci appelle une discrimination positive résolue et précoce pour ceux qui abordent l'école avec des "handicaps sociaux".

Mais il faut aussi préparer à la diversité du monde du travail, diversité qui est aussi une inégalité. MDB propose de réfléchir à des modalités alternatives d'orientation et de sélection pour les formations et les emplois, moins dominées par les critères académiques : oser prendre en compte des facteurs plus subjectifs que le niveau scolaire.

Les enjeux des premières sélections seraient en outre moins dramatiques si on rendait moins tranchée la coupure entre formation initiale et formations ultérieures.

Repenser l'articulation entre les certifications scolaires et non scolaires.

L'organisation actuelle de la formation professionnelle à la française qui met l'accent sur les savoirs technologiques (et non seulement techniques) offre un avantage pour s'adapter à l'évolution des emplois. De même, l'existence de filières (CAP-BEP-Bac pro-BTS) ouvre des possibilités de mobilité professionnelle. L'école mise ainsi davantage sur l'ensemble de la carrière que sur l'insertion immédiate. Mais le risque existe alors que ces filières favorisent une fuite en avant des jeunes, en laissant se dégrader les formations les moins élevées.

Manque de soutien des employeurs qui contribuent encore peu au financement de la formation et préfèrent développer des qualifications "maison".

Au niveau de l'enseignement supérieur, dichotomie entre secteur ouvert où prévaut la diffusion du savoir de haut niveau (Université) et secteur fermé qui opte pour une logique de formation professionnelle et donc de sélection pour préserver les débouchés grandes écoles). Pour cela, MDB propose d'accueillir tous les bacheliers dans de grands ensembles de formations de niveaux diversifiés, menant à de grandes familles d'emplois, et conjuguant formation scolaire et premiers contacts professionnels.

Rendre le monde du travail plus attractif. On ne peut d'un côté décréter la revalorisation des métiers manuels et de l'apprentissage, et de l'autre défendre des politiques d'abaissement du coût salarial des jeunes. L'égalisation des positions est non seulement une des conditions, mais la voie privilégiée pour égaliser les chances. Car égaliser les situations des adultes (et donc des parents) c'est égaliser les milieux de vie où grandissent les enfants, tout en allégeant les enjeux de l'orientation professionnelle.